

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2003 et 2004

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 19 mai 2006, par rapport à la publication de l'année précédente (20 mai 2005).

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de trois estimations successives. Chaque printemps de l'année $n+1$, sont publiés des comptes pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et les entreprises financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données du « système intermédiaire d'entreprises » (SIE) dans sa version semi-définitive. Le SIE permet d'effectuer la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (enquêtes annuelles d'entreprises, déclarations fiscales), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données du « système intermédiaire d'entreprises » (SIE) dans sa version définitive (soit sur un champ exhaustif). En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2005, les comptes annuels définitif 2003 et semi-définitif 2004 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2003 et provisoire 2004 publiés l'an passé.

En outre, cette année, l'ensemble de la série des comptes nationaux (sur la période 1978-2002) se trouve quelque peu modifiée du fait d'une révision d'ordre conceptuel, ayant trait à la mesure du volume d'activité dans la branche de la santé non marchande.

1. Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2003 par rapport au compte semi-définitif 2003

1.1 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources 2003

Le compte définitif conduit à réviser à la hausse la croissance de 2003 de 0,3 point en volume, à 1,1%, et de 0,6 point en valeur, à 3,0%.

Cette révision de croissance est exclusivement imputable à la consommation des ménages sous deux effets distincts : une réévaluation du volume des achats des ménages, doublée d'une réestimation de la valeur des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) consommés par les ménages. Par ailleurs, la croissance de l'investissement en volume est révisée légèrement à la baisse.

Contributions à l'évolution du PIB en 2003, en volume et en valeur

Opérations	SD volume	Déf volume
Dépense de consommation finale des ménages	0,8%	1,2%
Dépense de consommation finale des APU	0,5%	0,5%
FBCF totale	0,5%	0,4%
Variations de stocks	-0,3%	-0,3%
Solde extérieur	-0,6%	-0,6%
PIB	0,8%	1,1%

Opérations	SD valeur	Déf valeur
Dépense de consommation finale ménages	1,5%	2,2%
Dépense de consommation finale des APU	1,0%	1,0%
FBCF totale	0,6%	0,6%
Variations de stocks	-0,2%	-0,2%
Solde extérieur	-0,6%	-0,7%
PIB	2,4%	3,0%

La consommation des ménages est révisée à la hausse

La révision à la hausse de la dépense de consommation des ménages en valeur par rapport au compte semi-définitif (+10,2 Mds€) est composée principalement :

- d'une réévaluation de la consommation de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM). Ce rehaussement, de 4Mds€, n'affecte pas les volumes mais il explique une révision à la hausse de 0,5 point sur le prix de la dépense de consommation finale des ménages, qui se répercute à hauteur de 0,3 point sur le prix du PIB ;
- d'une révision de la consommation de biens commercialisables (+3,9 Mds€) ;
- d'une révision des services hors commerce et services financiers (+2,0 Mds€).

Sur ces deux derniers ensembles, volume et valeur sont révisés de pair (les indices de prix utilisés au niveau fin sont ceux de l'IPC ; ils ne sont donc pas modifiés entre comptes semi-définitif et définitif).

La révision intervenue sur la consommation commercialisable provient de l'exploitation du SIE définitif sur le champ des entreprises de commerce. On enregistre en particulier une nette révision à la hausse de la consommation en textile et en équipement du foyer.

Pour ce qui concerne les services principalement marchands, la révision à la hausse par rapport au compte semi-définitif provient principalement des hôtels, cafés, restaurants (exploitation des ventes des établissements concernés tirées du SIE définitif) et des services de télécommunications (exploitation de données en provenance de l'ARCEP).

L'investissement est révisé à la baisse

La contribution de l'investissement à la croissance en volume du PIB est révisée en légère baisse entre le compte définitif et le compte semi-définitif. Ce mouvement résulte de plusieurs révisions, d'ampleur faible, qui jouent en sens contraire : en hausse sur l'investissement des entreprises, en baisse sur l'investissement des administrations publiques et les ménages. En particulier, l'investissement des ménages en logement a été calé sur les estimations du compte satellite du logement.

1.2 Principales révisions sur les comptes de secteurs institutionnels 2003

La valeur ajoutée est révisée à la hausse, à l'exception de celle des entreprises individuelles

En 2003, la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble de l'économie est estimée à 1 434,8 Mds€ dans le compte définitif, en progression de 3,0% par rapport à 2002. Ceci constitue une révision à la hausse de 0,6 point (9,2Mds€) par rapport à l'estimation du compte semi-définitif.

Cette révision à la hausse s'explique principalement par deux éléments : le calage de la VA des sociétés non financières et des entreprises individuelles (SNF-EI) sur les données fournies par le système intermédiaire d'entreprise (SIE) définitif 2003 et la réestimation du montant des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), qui réhausse la valeur ajoutée des institutions financières.

La progression globale de la VA des SNF-EI cache une disparité importante entre la valeur ajoutée des SNF, qui croît de 3,0 %, et celle des EI, qui s'inscrit en retrait de -0,4%. Cette disparité de l'évolution entre SNF et EI a été nettement accentuée par rapport au compte semi-définitif sous deux effets. Le premier vient d'une sensible révision à la baisse de la VA des branches agricoles. Le second provient de la prise en compte de l'information du SIE définitif 2003 (qui est utilisé pour ce qui concerne les EI non agricoles).

L'épargne brute et le taux d'investissement des SNF sont révisés en légère baisse, malgré la révision à la hausse de leur excédent brut d'exploitation

La révision à la hausse de la VA des sociétés non financières profite pour les deux tiers à leur EBE et pour un tiers à la rémunération de leurs salariés. Ceci conduit à réviser à la hausse de 0,4 point leur taux de marge en 2003 à 31,0.

Malgré la révision à la hausse de leur EBE, l'épargne brute des SNF est pour sa part revue en légère baisse par rapport au compte semi-définitif. Ceci résulte d'une nette dégradation du solde des produits financiers par rapport à la campagne précédente, liée, là encore, au calage sur la source du SIE définitif.

L'investissement (FBCF) de l'ensemble des entreprises non financières (ensemble des SNF et des EI non financières) est revue à la hausse de 1,5 Md€ (soit +0,9 point) par rapport à l'estimation du compte semi-définitif. Par ailleurs, le partage de l'investissement entre sociétés et entreprises individuelles a été révisé en faveur des entreprises individuelles.

Ces changements induisent une révision à la baisse du taux d'investissement des sociétés non financières (FBCF/VA) de 0,4 point à 18,2% et une révision à la hausse de leur taux d'autofinancement (épargne brute/FBCF) de 0,4 point à 87,0%.

Le taux d'épargne des ménages est peu modifié par rapport au compte semi-définitif, car revenu disponible brut et consommation sont révisés de pair

Le total des revenus d'activité (rémunération des salariés augmentée du revenu mixte) des ménages est globalement peu modifié par rapport au compte semi-définif. Cette quasi-stabilité s'explique par deux éléments qui jouent en sens contraire : une révision en hausse de la rémunération des salariés (liée au calage sur les données du SIE 2003 définitif), presque intégralement compensée par une révision en baisse du revenu des EI.

En revanche, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est fortement révisé à la hausse (+1 point, soit 10,8 Mds€), sous l'effet quasi exclusif de la réévaluation des revenus reçus de la propriété (+11Mds€ par rapport au compte semi-définitif). Cette réévaluation s'explique elle même pour un tiers environ par une révision du niveau de la consommation finale de SIFIM ; le reste provient de l'exploitation des données du SIE définitif pour estimer le solde des revenus de la propriété versés par les sociétés non financières ainsi que des révisions des comptes financiers (source : Banque de France).

La révision sur les SIFIM est neutre sur le pouvoir d'achat du RDB, car cette révision en valeur affecte à due concurrence à la hausse le revenu disponible brut et le déflateur de la consommation. La révision à la hausse de 0,5 point du pouvoir d'achat du revenu des ménages à +0,9% s'explique donc, pour l'essentiel, par l'autre partie de la réévaluation du montant des revenus de la propriété.

Du fait que la consommation finale des ménages est quasiment révisée dans la même proportion (+1,2 point en valeur) que le RDB, le taux d'épargne des ménages en 2003 est peu modifié par rapport au compte semi-définitif, à la baisse de 0,2 point (15,8% au lieu de 16,0% au SD).

2. Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2004 par rapport au compte provisoire 2004

2.1 Principales révisions sur l'équilibre emplois-ressources 2004

Le compte semi-définitif 2004 reconduit les mêmes croissances en volume (+2,3%) et en valeur (+4,0%) qu'au compte provisoire. Cependant, la composition de cette croissance est modifiée : le très fort mouvement de restockage est révisé de moitié, les dépenses de consommation finale sont revues en hausse et le partage volume-prix des exportations conduit à réestimer leur progression en volume.

Contributions à l'évolution du PIB en 2004, en volume et en valeur

Volume

Opérations	Prov vol	SD vol
Dépense de consommation finale des ménages	1,1%	1,3%
Dépense de consommation finale des APU	0,6%	0,5%
FBCF totale	0,5%	0,6%
Variations de stocks	1,0%	0,6%
Solde extérieur	-0,9%	-0,6%
PIB	2,3%	2,3%

Valeur

Opérations	Prov val	SD val
Dépense de consommation finale des ménages	2,1%	2,3%
Dépense de consommation finale des APU	1,1%	1,0%
FBCF totale	1,0%	1,1%
Variations de stocks	0,6%	0,3%
Solde extérieur	-0,8%	-0,8%
PIB	4,0%	4,0%

La consommation des ménages est révisée à la hausse

Par rapport au compte provisoire, la croissance de la dépense de consommation des ménages est révisée à la hausse de 0,3 point en volume et de 0,4 point en valeur. Cela représente environ + 4 milliards d'euros, qui s'ajoutent à la révision du niveau de 2003 définitif de + 10,2 milliards d'euros. Ces 4 milliards sont composés principalement :

- d'une révision de la consommation commercialisable (+ 2,5 Mds€) ;
- d'une révision des services hors commerce et services financiers (+ 2,3 Mds€), dont 500 millions de santé non marchande (source Comptabilité Publique) et 900 millions d'action sociale (forte croissance de + 13% des ventes d'après le SIE, ce qui induit une croissance de la consommation des ménages une fois qu'on a soustrait la dépense de consommation finale des administrations publiques) ;
- de services financiers globalement révisés en baisse (-1,4Md€), du fait de mouvements jouant en sens contraire : révision à la hausse de la consommation de SIFIM, mais révision à la baisse du fait des services d'assurances ;
- d'une hausse du solde de la correction territoriale de 500 millions (correspondant au solde de la consommation des ménages français à l'étranger et des non-résidents en France, source Balance des paiements).

Volume et valeur ont été révisés de pair, à l'exception de la révision du SIFIM, qui explique une révision d'un dixième de point à la hausse de l'indice de prix.

L'investissement est révisé à la hausse

La croissance en volume de l'investissement total est révisée en hausse.

Cette révision à la hausse provient comptablement de celle enregistrée sur l'investissement de ménages d'une part, des SNF-EI d'autre part. A l'inverse, l'investissement des sociétés financières (institutions financières et des entreprises d'assurances) est révisé fortement à la baisse. Toutefois, cette chute de la FBCF des sociétés financières est due au reclassement en 2004 de deux grosses entreprises dans le secteur des sociétés non financières. A champ constant par rapport au compte provisoire, la FBCF des sociétés financières est en fait révisée à la hausse et la FBCF des SNF-EI est peu révisée.

La contribution des stocks à la croissance est révisé à la baisse

La contribution des stocks à la croissance du PIB en volume de 2004 a quasiment été révisée de moitié (+0,6 point, contre +1 point dans le compte provisoire). Le fort mouvement de stockage qui subsiste sur le compte d'ensemble est concentré sur les produits agricoles.

La contribution des échanges extérieurs à la croissance est révisée à la hausse

Valeurs et indices de prix des importations et des exportations sont tous révisés à la baisse, mais dans des proportions variables. Le volume des exportations s'en trouve révisé à la hausse de 0,8 point à +3,9% et celui des importations en légère baisse de 0,3 point à +6,6%. Le solde en valeur des échanges de biens et de services n'est quasiment pas révisé.

2.2 Principales révisions sur les comptes de secteurs institutionnels 2004

La progression de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est quasiment inchangée par rapport au compte provisoire

En 2004, la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est estimée à 1 489,4 Mds€ dans le compte semi-définitif, en progression de 3,8% par rapport à 2003. L'évolution de la valeur ajoutée est légèrement révisée en hausse, de 0,1 point par rapport au compte provisoire. En niveau, la VA est révisée très nettement (+11,1 Mds€), mais ce mouvement s'explique pour l'essentiel par la révision à la hausse sur le compte définitif de 2003 (+9,2 Mds€).

Fondée sur les données du SIE semi-définitif, la valeur ajoutée des SNFEI est révisée à la hausse de 0,1 point à +3,7% par rapport au compte provisoire 2004. En niveau, la valeur ajoutée des SNF-EI est réévaluée de +5,7 Mds€, mais cette révision est imputable pour l'essentiel à un effet base, le compte définitif 2003 ayant conduit à la remonter de 5,2 Mds€.

La valeur ajoutée des sociétés financières est réévaluée plus fortement que celle des SNF-EI (croissance de +2,5% contre +0,9% estimé dans le compte provisoire). En niveau, la VA est révisée de 4,2Mds€, dont 3,1Mds€ sont imputables à la révision en hausse sur le compte définitif 2003. Sur 2004 au sein du secteur, les institutions financières sont revues en hausse et les assurances en baisse. La réévaluation de la valeur ajoutée des institutions financières résulte pour l'essentiel de la disponibilité des données (définitives à l'exception du SIFIM) des comptes des banques, qui fait apparaître une croissance des services facturés revue en hausse et une croissance des consommations intermédiaires revue en baisse. Du côté des sociétés d'assurance, la révision en baisse de la VA résulte du calage sur les comptes issus de l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM, ex CCAMIP), alors que le provisoire est estimé à partir d'informations plus partielles.

Le taux de marge des sociétés non financières est quasiment stable entre 2003 et 2004, alors qu'il progressait dans le compte provisoire. Le taux d'autofinancement des SNF est revu en nette baisse sous le double impact d'une révision à la baisse de leur épargne brute et d'une révision à la hausse de leur investissement

Par rapport au compte provisoire, le partage de la valeur ajoutée des SNF est légèrement révisé en faveur de l'EBE : sa part dans la VA totale des secteurs s'élève à 30,9% au compte semi-définitif (révisé de +0,1 point). Cependant, cette amélioration est uniquement due à un effet base : cette part a été révisée de +0,4 point à 31,0% à l'occasion du compte définitif 2003.

Pour 2004, en revanche, le compte semi-définitif a conduit à réévaluer nettement la progression de la rémunération des salariés versée par les sociétés, à 3,5% (au lieu de +2,8%), soit un taux de progression comparable à celui de la VA. Cette nouvelle estimation résulte de l'exploitation des données du SIE semi-définitif (l'estimation du provisoire résulte d'un arbitrage rendu à partir de plusieurs sources d'information en provenance de l'ACOSS, l'UNEDIC et l'INSEE). En conséquence, le taux de marge des SNF est quasi stable entre 2003 et 2004, alors que les comptes nationaux publiés l'an passé faisaient état d'une légère progression.

L'épargne brute des sociétés non financières recule fortement (-5,7%), alors que le compte provisoire tablait sur une stabilité. Cette révision résulte principalement, d'une part, de la révision en baisse de l'EBE (liée à la réévaluation de la progression de la masse salariale), et, d'autre part, de la dégradation enregistrée sur le solde des revenus de la propriété des SNF¹.

L'évolution de la FBCF de l'ensemble des entreprises non financières (ensemble des SNF et des EI non financières) est revue à la hausse de 1 point pour atteindre +6,3%. Cette révision tient toutefois compte du reclassement en 2004 de deux sociétés (anciennement classées dans le secteur financier). Si l'on neutralisait ce reclassement, l'évolution de la FBCF des ENF serait plutôt revu en baisse (à +4,3% environ).

Principalement sous l'effet de la révision en baisse de l'épargne brute des sociétés, le taux d'autofinancement est révisé en baisse de 5,8 points en 2004, à 77,2%.

¹ Cette dégradation ne provient pas de l'exploitation d'une source directe d'information, mais provient du mécanisme de synthèse des flux d'intérêts et dividendes. En l'espèce, les réserves des sociétés d'assurances ont été sensiblement révisées à la hausse après intégration des comptes de la CCAMIP, de même que les flux nets reçus par les banques ; cette révision à la hausse des flux nets reçus par les assurances et les institutions financières est soldée en grande partie sur le compte des SNF.

Le revenu disponible des ménages est revu à la hausse ; leur taux d'épargne est quasiment stable en 2004, alors qu'il était estimé en baisse lors du provisoire

L'évolution du total des revenus d'activité des ménages est révisée à la hausse de +0,5 point, à +3,8% (+4,3 Mds€) par rapport au compte provisoire. Cette réévaluation globale cache des révisions plus prononcées : à la hausse sur les salaires (qui progressent de 3,5%, soit une révision de +0,7 point) et sur l'EBE des ménages « purs » (hors EI) (en hausse de 6,7%, soit une révision de +1,1 point) du fait notamment de la réévaluation des loyers ; à la baisse sur le revenu des EI (+2,2%, soit une révision de -1,2 point).

A cette révision sur les revenus d'activité vient s'ajouter celle des revenus nets de la propriété (+1,9 Md€) ainsi que celle sur les transferts nets reçus (+4,6 Mds€). Ce dernier effet résulte lui même de la somme de plusieurs éléments : révision en baisse des primes d'assurance payées par les ménages et en hausse des indemnités reçues (mieux estimées au compte semi-définitif grâce à la disponibilité du compte complet des sociétés d'assurance, contribuant au total pour +1,8 Md€), révision de la balance des paiements (pour les transferts avec le compte du reste du monde) ainsi que sur le compte des administrations publiques (contribuant chacun pour près de +1 Md€), révision en baisse des transferts des ménages aux ISBLSM (-0,8 Md€).

Au total, l'évolution du revenu disponible brut des ménages est révisée à la hausse de 0,9 point en 2004, à +4,1%. Cette révision fait suite à une révision d'ampleur comparable (+1 point, à +2,8%) entre les comptes semi-définitif et définitif 2003.

Exprimée en pouvoir d'achat, la révision est également de 0,9 point (de +1,3% au compte provisoire à +2,2% au compte semi définitif) ; elle est plus prononcée que celle enregistrée sur 2003 (de 0,4% au compte semi-définitif à 0,9% au compte définitif).

La révision à la hausse du RdB s'accompagne d'une réévaluation de la dépense de consommation des ménages lors de ce compte semi-définitif, mais dans une proportion moindre (+0,4 point contre +0,9 point). De ce fait, alors que le compte provisoire 2004 faisait état d'une baisse de l'ordre d'un demi-point du taux d'épargne, ce dernier apparaît désormais quasiment stable par rapport à 2003.

L'investissement logement des ménages est réévalué : il s'accroît au compte semi-définitif de 11% contre 8% au compte provisoire. De ce fait, le taux d'épargne financière continue à s'inscrire en baisse (à 5,9% contre 6,7% en 2003), comme au compte provisoire.

3. Modification intervenue sur l'ensemble de la période 1978-2002 : une nouvelle méthode de partage volume-prix de la production de santé non marchande

En comptabilité nationale, l'activité de la sphère non marchande de l'économie est évaluée conventionnellement en comptabilité nationale par la somme des coûts, principalement des salaires et consommations intermédiaires, concourant à la production du service non marchand. Si cette règle comptable permet de définir sans ambiguïté la production de service non marchand en valeur (au prix de l'année courante), l'évaluation de son volume (la production au prix de l'année précédente) est plus délicate.

Traditionnellement, on distingue deux types de méthodes permettant de faire le partage volume-prix de la production de services non marchands. Les premiers types de méthodes sont qualifiés de méthodes de type « input » : le partage volume prix de la production est obtenu par estimation du volume des facteurs de production. Les autres méthodes sont de type « output » : le partage volume/prix est effectué à partir d'indicateurs directs d'activité.

Une décision de la Commission européenne du 17 décembre 2002 a enjoint aux Etats membres de l'Union européenne de mesurer dans leurs comptes nationaux le volume de la production suivant des méthodes standardisées avant la mi 2006, en proscrivant les méthodes « input » au profit de méthodes « output » pour les services non marchands

d'éducation et de santé. L'INSEE s'est conformé à cette décision pour ce qui concerne le volume de production non marchande d'éducation à l'occasion de la publication de la base 2000 le 20 mai 2005 (pour une description de la méthode appliquée, voir pages 141 à 144 de l'Economie française 2005-2006).

Restait à opérer le changement de méthode pour ce qui concerne le volume de production de santé non marchande ; ceci est fait cette année, à l'occasion de la publication de la campagne de comptes 2006. Jusqu'alors estimées selon une méthode de type « input », les séries de volume de production de santé non marchande ont été revues par application d'une méthode de type « output ». En accord avec l'INSEE, celle-ci a été définie et réalisée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) du Ministère de la santé et des solidarités. Cette méthode sera désormais utilisée conjointement dans le cadre central des comptes nationaux et dans le compte satellite de la santé.

Cette méthode a été mise en œuvre depuis 1998 jusqu'au compte définitif de l'année 2003. Les données qu'elle utilise ne sont en effet pas encore disponibles pour l'établissement des comptes semi-définitif 2004 et définitif 2005. A l'avenir, elle sera appliquée à l'occasion de chaque compte annuel définitif.

Hors la période 1998-2003, faute d'alternative possible, ce sont des méthodes de type « input » qui restent utilisées. Cependant, les séries publiées le 19 mai 2006 sont révisées sur l'ensemble de la période, car les comptes nationaux ont repris dans le cadre central le chiffrage que la DREES effectuait jusqu'alors pour le seul compte satellite de la santé. En effet, sur la période 1998-2003, le chiffrage « input » que pratiquait la DREES se révèle plus proche des résultats obtenus via la méthode « output » ; il en constitue donc une meilleure approximation.